

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 10 (2003)
Heft: 1

Buchbesprechung: La Swiss-South African Association (1956-2000) : un organe du capital helvétique en Afrique du Sud [David Gygax]

Autor: Caesar, Matteo

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

nen Ausnahmen abgesehen – aus der Enteignung jüdischer Betriebe kein übermässiger Vorteil gezogen wurde. Bedeutend grössere Bereitschaft zum Mitvoilzug nationalsozialistischer Politik zeigte sich hingegen bei der Entfernung jüdischer Mitarbeiter. Dies gehörte wohl zur Strategie, möglichst rasch einen «Berechtigungsnachweis» für Lieferungen an Partei und Staat zu erhalten oder als «W-Betrieb» (wehrwirtschaftlicher B.) eingestuft zu werden, was man mit einer raschen «Arisierung» am besten zu erreichen hoffte. Auch dem Einsatz von Zwangsarbeitern, einem anderen heiklen Bereich der Anpassung, wurde kaum Widerstand entgegengesetzt. Die Anlage des Buchs, das monografisch die einzelnen Unternehmen darstellt, erschwert allerdings die rasche Erfassung solch übergreifender Themen. Da diese Fragen nicht zusammenfassend analysiert werden, muss der Leser die entsprechenden Informationen selbst zusammensuchen. Auch das knappe, aber dezidierte «Fazit» (Kapitel 7) vermag diese Schwierigkeit nicht zu beheben.

Dennoch habe ich die Untersuchung über die Schweizer Chemie und das «Dritte Reich» mit grossem Gewinn gelesen. Wie dies generell für die Arbeiten der UEK gilt, sollte nicht in erster Linie nach abschliessenden Synthesen gefragt, sondern die Reichhaltigkeit der Informationen begrüsst werden. Der vorliegende Band enthält dermassen viele, zum Teil bedrückende Fakten, dass es dem Leser nicht selten die Sprache verschlägt.

Hans Ulrich Jost (Lausanne)

DAVID GYGAX
**LA SWISS-SOUTH AFRICAN
ASSOCIATION (1956–2000)**
UN ORGANE DU CAPITAL
HELVETIQUE EN AFRIQUE DU SUD
COLLECTION AUX SOURCES
DU TEMPS PRESENT (NO. 8)
FRIBOURG, UNIVERSITE DE FRIBOURG, 2001,
328 P., FS 42.-

New York, 18 Juin 2002. L'avocat américain Ed Fagan dépose une plainte collective contre l'UBS et le Crédit Suisse Group. Grâce aux financements accordés au gouvernement sud-africain, les deux plus grands instituts bancaires suisses auraient prétendument contribué, en contournant les sanctions décrétées par l'ONU en 1985, à la survie du régime de l'Apartheid. Les problèmes liés aux relations économiques entre la Suisse et l'Afrique du Sud pendant la période de l'Apartheid ne sont jamais passés inaperçus. Depuis 1963, plusieurs interventions parlementaires à ce sujet ont été adressées au Conseil Fédéral et, en 2000, les Archives Fédérales en ont publié un recueil. Cependant, cette problématique avait à ce jour fait l'objet de très peu de travaux historiques.

Au carrefour entre enquête journalistique et recherche historique, l'étude de David Gygax vient donc combler une lacune dans l'historiographie suisse. Ce vide est pourtant seulement partiellement rempli. En effet le travail de Gygax n'a pas comme prétention l'analyse de l'ensemble des rapports politico-économiques entre la Suisse et l'Afrique du Sud. Il s'agit plutôt, comme le définit l'auteur même, d'*«un essai de biographie [...] qui tente d'appréhender la Swiss-South African Association comme une organisation qui veut faire de l'Afrique du Sud un champ d'investissement pour le capital suisse»*. Adoptant une construction à la fois chronologique et thématique, Gygax



creuse parmi les sources et dessine les multiples facettes de la Swiss-South African Association (SSAA). Le lecteur voit ainsi peu à peu se mettre un place un véritable réseau de relations interpersonnelles entre les membres de la SSAA et des personnalités de pointe du monde économique et politique sud-africain.

Le premier chapitre à vocation introductory décrit les débuts de l'intérêt économique des banques et des entreprises suisses pour l'Afrique du Sud. Au début des années 1950, c'est surtout par le biais des prêts de capitaux aux entreprises sud-africaines que s'opère la percée dans le marché sud-africain. L'UBS jouera un rôle clé dans ce processus, notamment par la création d'un fonds d'investissement en actions sud-africaines et par les contacts développés avec des personnalités sud-africaines. Parallèlement se répand dans un milieu d'entrepreneurs, plus ou moins proches du conseil d'administration de UBS, la conscience de l'utilité d'une société regroupant toute personne ayant des intérêts économiques en Afrique du Sud. C'est ainsi qu'en novembre 1956 naît la SSAA, une chambre de commerce qui a pour but, de «réunir tous les groupes, entreprises et personnes privées qui s'intéressent au développement des relations économiques et financières [entre Suisse et Afrique du Sud]». Dès sa naissance, la SSAA peut compter sur l'appui des autorités politiques aussi bien en Suisse qu'en Afrique du Sud. La considération dont peut jouir la nouvelle chambre de commerce s'explique aussi par le fait qu'elle regroupe la quasi totalité des grandes banques et entreprises de Suisse.

Dans les deuxième et troisième chapitres, nous sommes conduits, pas à pas, dans les rouages de la SSAA. Parfois trop anecdotiques, ces chapitres ont pourtant le mérite de montrer de façon très concrète les modalités d'action utilisées par la SSAA et ses membres. Pour réaliser le

«développement des relations économiques» figurant dans ses statuts, la SSAA vise à la création de relations interpersonnelles entre ses adhérents et des personnalités influentes du monde politique et économique sud-africain. Par exemple, elle profite constamment des visites des personnalités sud-africaines sur le sol helvétique. Chaque séjour est en effet l'occasion d'engager ces personnalités illustres à donner des conférences privées aux membres de la SSAA. Parmi les invités, on retrouve des personnalités issus du monde économique tout comme des représentants du gouvernement de Pretoria. A deux reprises, en 1984 et en 1988 les membres de la SSAA auront la possibilité de dialoguer avec P. W. Botha, premier ministre de l'Afrique du Sud. Ce fait montre clairement la réputation dont jouissait la SSAA auprès des autorités sud-africaines. Un autre facteur utile à la création de ce réseau réside dans l'aide que certains diplomates suisses à Johannesburg mettent à disposition de la SSAA. Cette dépendance de la diplomatie helvétique, au début nécessaire, s'affaiblira avec le temps, jusqu'à disparaître au moment où les membres de la SSAA auront consolidé leurs propres liens. La SSAA pourra même jouer, grâce à ces liens, le rôle de «diplomatie suisse parallèle» avec Pretoria au cours des années 1980.

Mais ce réseau de relations n'est à lui seul pas suffisant au bon fonctionnement de la SSAA. «L'information de l'opinion publique suisse sur l'Afrique du Sud» est aussi parmi les objectifs fixés par les statuts de la SSAA. Dans la pratique, il s'agit de donner une image positive du gouvernement de Pretoria. En effet, si pendant les années 1950 et 1960 le gouvernement de Pretoria n'est pas encore l'objet des critiques féroces qu'il connaîtra au cours des deux décennies suivantes, l'opinion publique en Suisse, et

dans le reste du monde, n'est pas des plus favorables. La SSAA essaie d'atteindre cet objectif surtout grâce à la publication d'un bulletin et à la collaboration avec des journalistes helvétiques. Les résultats concrets de l'entreprise restent difficiles à évaluer mais montrent néanmoins que la SSAA a une forte connotation politique.

Le quatrième chapitre est consacré à l'analyse de ce bulletin. Gygax parvient à y dégager les points principaux de ce qu'on pourrait appeler l'idéologie de la SSAA face au régime de l'Apartheid. Tout au long de sa parution, le bulletin essaiera de donner une image positive du régime de Pretoria. Cette image repose sur deux idées fortes. Premièrement, l'Afrique du Sud est considérée comme étant un pays stratégiquement important dans le cadre de la Guerre froide puisque proche des pays occidentaux. Dans cette optique, l'Apartheid est vu comme un facteur de stabilité interne dans une contrée susceptible, sinon, de rejoindre le bloc communiste. Deuxièmement, la présence d'entreprises étrangères sur le sol sud-africain contribue au développement économique du pays. Les entreprises suisses sont, en définitive, à la fois un facteur de stabilité politique et de développement économique et social.

Avec les deux derniers chapitres on rentre dans une phase plus critique pour la SSAA. Les années 1970 et 1980 vont constituer un tournant dans la politique que la SSAA avait menée envers l'Afrique du Sud. Les critiques contre le régime de Pretoria deviennent alors toujours plus fortes et, par conséquent, les accusations contre les entreprises suisses plus intenses. La SSAA se voit contrainte à jouer un rôle public qu'elle ne souhaiterait pas avoir. Elle deviendra ainsi, en quelque sorte, le porte-parole des différentes entreprises suisses commerçant avec l'Afrique du Sud. Au cours des

années 1980, quand la rupture politique apparaît de plus en plus inévitable, la SSAA s'efforce de montrer que la présence des entreprises suisses influence le processus de démocratisation en cours en Afrique du Sud. Une fois ce processus accompli, on constate que le gouvernement et les entreprises suisses gardent un rôle important dans la vie économique du pays. Le nouveau gouvernement et l'ANC (le parti de Nelson Mandela) affirment à plusieurs reprises les bonnes relations existant entre la Suisse et l'Afrique du Sud.

Aujourd'hui, tout en continuant d'exister, la SSAA semble avoir perdu une partie de l'intérêt et du pouvoir qu'elle avait auparavant. En 1996 a été créée une Chambre de Commerce Suisse-Afrique du Sud regroupant des entreprises suisses et sud-africaines, qui fusionnera peut-être avec la SSAA. L'histoire récente de la SSAA et de l'Afrique du Sud nous montre bien un fait majeur, que pourtant Gygax semble négliger lors de la conclusion générale de son ouvrage: au fil du temps les acteurs du monde politique et économique sud-africain ont changé, mais le rôle des grandes entreprises suisses est resté constant.

Matteo Caesar (Genève)

**NIKLAUS STETTLER
NATUR ERFORSCHEN
PERSPEKTIVEN EINER KULTURGESCHICHTE DER BIOWISSENSCHAFT
AN SCHWEIZER UNIVERSITÄTEN
1945–1975**
CHRONOS, ZÜRICH 2002, 330 S., FR. 48.–

In seiner Dissertation untersucht der Basler Historiker Niklaus Stettler den Aufstieg der modernen Molekularbiologie in der Schweiz zwischen 1945 und 1975 auf Kosten der historischen Vielfaltsfor-